

MESURES DE RATIONALISATION DES DÉPENSES

Le prix de l'austérité

Principale source en devises du pays, le baril du pétrole est, depuis plusieurs décennies, le seul baromètre de la santé financière de l'économie nationale. La chute des prix, enregistrée il y a déjà plus d'une année, fait craindre le pire aussi bien pour le gouvernement que pour les citoyens. L'Algérie paie aujourd'hui des décennies du tout pétrole....

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Le commun des Algériens s'inquiète de la tendance baissière que connaît l'or noir sur les marchés mondiaux. Mais surtout des conséquences sociales du tarissement soutenu des recettes en devises.

Ayant fonctionné durant plus d'une décennie, comme une cigale dépensière, les différents agrégats économiques ont passé du vert à orange puis au rouge. Si au début de la crise, le gouvernement a tenu un discours rassurant, avec toutefois un œil rivé sur les réserves de devises et sur le FRR (avec une cagnotte destinée à compenser les fluctuations des prix du pétrole), à présent, plusieurs mesures de «rationalisation» ont été annoncées. Il s'agit entre autres, de la réduction des achats à l'étranger, traduite par l'instauration du crédit à la consommation locale et de licences d'importations sur certains produits, mais aussi coup de frein à plusieurs projets d'infrastructures, sans oublier, soit dit en passant, le gel de recrutement dans la Fonction publique ainsi que les surtaxa-

tions de certains produits. Pour les différents experts en économie, la situation actuelle du pays est telle que le maintien de la logique dépensière serait de mauvais aloi.

Il est même dangereux pour les équilibres financiers du pays, garants eux-mêmes de la paix sociale.

La question qui se pose d'elle-même est de savoir si la chute brutale des recettes budgétaires aura un impact sur le vécu des citoyens.

Loin de toute arithmétique ou autre analyse d'initié, la réponse est loin d'être négative, et la crainte de revivre le scénario de chute drastique des revenus pétroliers en 1986 qui a fait le lit des réformes de 1989 plane sur les citoyens lambda : A quel coût ? S'il est difficile d'estimer «le coût social» des différentes mesures prises, «un impact direct sur la croissance économique» sera bel et bien ressenti. «Il est très difficile d'estimer le coup social de la politique d'austérité annoncée avec exactitude en raison de la défaillance de la politique de communication du



Photos : Samir Sids

Quel impact aura la chute des recettes budgétaires sur le vécu des citoyens ?

gouvernement et des organismes qui lui sont affiliés», selon Dr Mourad Ouchichi, en économie et enseignant-chercheur à l'université de Béjaïa.

Ce dernier nous a souligné toutefois que «le gel de plusieurs projets d'infrastructures aura un impact direct sur la croissance économique dans son volet hors hydrocarbures, d'autre part, la baisse qui sera massive dans le recrutement, notamment dans la fonction publique fera baisser la demande locale».

Cet enseignant estime, par ailleurs, que même avant cette baisse des prix, le niveau de vie de la population en général a

baissé du fait de la dévaluation directe ou indirecte du dinar. S'il est vrai que l'argent du pétrole n'est pas judicieusement utilisé dans un pays rompu à la rapine et aux détournements des deniers publics, l'Algérie doit payer aujourd'hui des décennies du tout pétrole...

«On doit payer maintenant le prix de la mauvaise gestion et de corruption», nous a indiqué Abdelaziz Rahabi, ancien ministre et ex-diplomate. Et d'ajouter que «l'austérité en soi pourrait être acceptée mais ce n'est pas le peuple ou les couches sociales les plus défavorisées qui doivent payer car, ils

ne sont pas responsables de cette mauvaise gestion». «L'Etat n'a pas investi dans l'incitation à la création d'emploi.

L'Etat s'est immiscé dans la création de projets qui ne sont pas les siens tels que des hôtels luxueux et des centres de conventions à coups de milliards.

La plus grande faillite est d'ordre économique car le gouvernement a pris des décisions populistes, mercantiles et commerciales», soutient M. Rahabi.

Et de noter que «les couches sociales vont subir les conséquences de l'absence d'une politique pragmatique».

S. B.

ARCELORMITTAL EL HADJAR

D'autres perturbations en vue

Des rebondissements ont caractérisé, ces dernières heures, les activités du complexe sidérurgique ArcelorMittal Algérie.

Suite au retrait de confiance voté par l'Assemblée générale extraordinaire des syndicalistes ce dernier dimanche, Daoud Kechichi a été désigné porte-parole des 5 000 salariés de AMA. Il y a eu, vingt-quatre heures après, la contre-offensive du SG dégomme Nourredine Amouri. Il semble avoir pris la situation en main.

Ce lundi, tout en exprimant sa solidarité aux travailleurs de la filiale Ampta en grève depuis le 29 avril 2015, Amouri a lancé un appel au calme argumentant l'entame de la période de mise à l'arrêt programmée du H-F N°2 et des installations de la zone chaude pour cent jours. C'est ce qu'avait fait 24 heures auparavant son adversaire Daoud Kechichi investi de sa fonction provisoire de porte-parole des travailleurs AMA. Comme il avait entamé les démarches nécessaires pour l'élection d'un nouveau SG du conseil syndical. Il avait compté sans la contre-offensive de N. Amouri. Non seulement Daoud Kechichi s'est retrouvé éjecté du siège syndical, mais l'employeur lui a signi-



Photo : DR

Les jours se suivent et se ressemblent à ArcelorMittal.

fié sa suspension de fonction pour faute grave et l'interdiction d'accéder au complexe.

Malgré cette interdiction et sa suspension, il a réussi à rejoindre la baraque UGTA. Accompagné de plusieurs salariés, il a décidé d'entamer une grève de la faim jusqu'au, dira-t-il, recouvrement de ses droits syndicaux. Il en a profité pour appeler à la rescousse de nombreux travailleurs à l'effet de se préparer à d'autres actions.

Et même si celles-ci pourraient intervenir durant l'arrêt programmé du H-F N°2 à partir du 25 août, ce syndicaliste au

long cours, a d'autres atouts à faire valoir face à la DG AMA. De ce fait, le complexe sidérurgique ArcelorMittal Algérie (AMA) pourrait de nouveau connaître des perturbations.

D'AGEX en AGO organisée par l'une et l'autre partie syndicale en conflit, les uns en soutien à la politique de la Direction générale, les autres en soutien aux revendications socioprofessionnelles des travailleurs, les jours se suivent et se ressemblent.

En fait, le retour dimanche de Daoud Kechichi au conseil syndical de l'entreprise au titre de

porte-parole n'aura duré que quelques heures. Le temps que son antagoniste Nourredine Amouri a exploité pour lancer une contre AG et s'imposer, une nouvelle fois, comme étant l'homme fort du syndicat. «Le calme est revenu au complexe après la perturbation que nous avons vécue dimanche. Les choses sont rentrées dans l'ordre. Je suis le SG du conseil syndical. J'appelle les travailleurs à être vigilants particulièrement en cette veille d'opération de réfection du Haut-Fourneau N°2 et de la zone chaude qui durera cent jours», a indiqué Nourredine Amouri. Il est soutenu dans sa démarche par la Direction générale. Celle-ci persiste et signe dans sa volonté d'appliquer le pacte social signé au lendemain des dernières élections syndicales de juin 2014.

On se rappelle qu'à l'instauration du SG de l'Union de Wilaya UGTA Tayeb Hmarnia également SG de l'organique à la centrale syndicale de Abdelmadjid Sidi-Saïd et d'un député de la chambre basse du Parlement de la wilaya de Annaba, Nourredine Amouri avait été désigné SG du conseil syndical AMA. Depuis, un calme relatif a caractérisé les activités

du complexe soumis aux dispositions du pacte social dont celle interdisant tout mouvement revendicatif tel qu'édicte par la DG durant trois années. Cela n'a pas empêché la production de l'acier liquide de stagner à son niveau le plus bas.

La grève générale illimitée entamée le 29 avril 2015 par les 350 salariés menés par leurs représentants syndicaux de la filiale ArcelorMittal Pipes & Tubes Algérie (AMPTA) est venu comme un cheveu dans la soupe.

Il a fait l'effet d'une véritable bombe à retardement conséquence d'une démarche de pourrissement pour casser la grève adoptée par la Direction générale de cette filiale à 70% groupe ArcelorMittal et 30% groupe Sider.

D'autant que pour briser la résistance des travailleurs, la DG a licencié le SG du syndicat et le président du Comité de participation.

Une manière de faire que n'ont pas admise la majorité des syndicalistes tant ceux de AMPTA que leurs pairs de AMA. D'où la réaction de ces derniers irrités par l'absence de toute action de solidarité de leur secrétaire général.

A. Bouacha